



**MINISTÈRE
CHARGÉ DU BUDGET
ET DES COMPTES PUBLICS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Acheteur public : [Ministère chargé du budget et des comptes publics](#)

Direction service : [Direction des Achats de l'Etat](#)

Cahier des clauses administratives particulières

Numéro de la consultation : [DAE_IRVE_2024](#)

Objet de la consultation : [Prestations relatives à la mise en œuvre d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques.](#)

[Lot 2 : Fourniture, installation, maintenance et supervision des bornes - Plaque 1 : régions Normandie, Bretagne, Hauts-de-France, Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val-de-Loire, Pays-de-la-Loire](#)

[Lot 3 : Fourniture, installation, maintenance et supervision des bornes - Plaque 2 : régions Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Corse](#)

[Lot 4 : Fourniture, installation, maintenance et supervision des bornes - Plaque 3 : région Ile-de-France](#)

Sommaire

1.	IDENTIFICATION	4
2.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
3.	PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	5
4.	ALLOTISSEMENT	5
5.	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
6.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
6.1.	Cadre général	6
6.2.	Reconduction de l'accord-cadre.....	6
7.	CLAUDE DE NON EXCLUSIVITE	6
8.	LIEU D'EXECUTION	7
9.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
10.	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES,	7
11.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
11.2.	Représentation des parties	7
a)	Représentation de l'acheteur	7
b)	Représentation du titulaire.....	8
11.3.	Conditions d'exécution	8
a)	Remplacement des intervenants.....	8
b)	Emission et exécution des bons de commande	8
c)	Pilotage.....	9
d)	Relations Fournisseurs	11
e)	Exigences relatives aux prestations	13
f)	Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance	13
11.4.	Obligation du titulaire	13
a)	Obligation de conseil	13
b)	Obligation d'information	14
c)	Mesures de sécurité	14
11.5.	Responsabilité du titulaire	14
11.6.	Considérations sociales.....	14
11.6.1.	Clause sociale d'insertion par l'activité économique	14
11.6.2.	Traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement	20
11.7.	Considérations environnementales	22
11.8.	Traitement de données à caractère personnel	25
11.9.	Confidentialité et secret des affaires	32
11.10.	Clause de réexamen	32
11.11.	Valorisation des ordres de service	32
11.12.	Constatation de l'exécution des prestations – opérations de contrôle, vérification et admission des prestations	32
11.13.	Garantie	33

11.14.	Pénalités	33
a)	Pénalités de retard	34
b)	Pénalités liées à l'exécution des prestations	35
c)	Pénalités liées aux considérations sociales	36
d)	Pénalités liées aux considérations environnementales	36
f)	Pénalités liées à la Sécurité des systèmes de sécurité informatique – Audit SSI	37
g)	Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre	37
12.	REGIME FINANCIER.....	38
12.2.	Forme et contenu des prix	38
12.3.	Variation des prix.....	38
12.4.	Avances	41
12.5.	Modalités financières.....	41
a)	Répartition des paiements	41
b)	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire	41
c)	Intérêts moratoires	42
d)	Modalités de facturation.....	42
e)	Modalités de détermination du montant de la recette mensuelle.....	44
f)	Modalités de versement de la recette mensuelle	44
12.6.	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	44
12.7.	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	45
13.	DISPOSITIONS DIVERSES.....	46
13.2.	Echanges dématérialisés	46
13.3.	Langue	46
13.2.	Sous-traitance	46
13.3.	Propriété intellectuelle.....	48
13.4.	Assurances	48
13.5.	Autres obligations administratives.....	48
13.6.	Résiliation.....	49
13.7.	Exécution aux frais et risques du titulaire	49
13.8.	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	50
13.9.	Différends.....	53
13.10.	Litiges et contentieux	53
14.	ANNEXES.....	53
15.	DEROGATIONS AU CCAG	53

1. Identification

Le présent accord-cadre est porté par :

L'État,

Ministère chargé du budget et des comptes publics

Direction des achats de l'État (DAE)

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Siret : 130 022 205 00012

Tél : 01.44.97.34.53 / 34.61

Il est représenté par le Directeur des achats de l'État, ou l'une des autorités bénéficiant d'une délégation de signature à cet effet en application de l'arrêté du 4 juin 2024 portant délégation de signature (direction des achats de l'État).

1.1 Glossaire

- « Acheteur » : la direction des achats de l'État (DAE) est l'acheteur. La DAE assure : la préparation, la passation et la signature de l'accord-cadre, leurs éventuels avenants, la validation des révisions de prix et l'éventuelle résiliation de l'accord-cadre. Chaque bénéficiaire est chargé, quant à lui, d'émettre et d'exécuter les bons de commande pour l'ensemble des lots.
- « Direction des achats de l'État » (DAE) : acheteur qui passe et signe l'accord-cadre, ainsi que les éventuels avenants à l'accord-cadre. Il est le coordonnateur du groupement de commandes. Un interlocuteur est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.
- « Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire » (AC) : contrat conclu entre le pouvoir Adjudicateur (acheteur) et un opérateur économique.
- « Bénéficiaires » ou « services bénéficiaires » : désigne les services en charge de l'exécution de l'accord-cadre. Chaque bénéficiaire est chargé d'émettre et d'exécuter les bons de commande pour l'ensemble des lots.
- « Titulaires de l'accord-cadre » : ce sont les opérateurs économiques qui ont conclu l'accord-cadre avec la direction des achats de l'État.

2. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet des prestations relatives à la mise en œuvre d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques.

Le présent document concerne les lots n°2, 3 et 4 relatifs à la fourniture, installation, maintenance et supervision des bornes de recharge pour les véhicules électrique.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 5112100 – service d'installation de matériel de distribution électrique

Valeur supplémentaire : 31224500-7 - Bornes

3. Périmètre de l'accord-cadre

Les bénéficiaires de l'accord cadre sont les services de l'Etat (dont notamment les administrations centrales, les services déconcentrés, juridictions civiles, administratives et financières, services à compétence nationale. L'AGILE, dans le cadre des mandats confiés par l'administration), ainsi que certains établissements publics et autres organismes situés en France métropolitaine, Corse incluse (hors DROM COM). Les bénéficiaires sont listés en annexe 1 au CCAP–Liste des bénéficiaires adhérents à l'AC.

Une convention constitutive de groupement de commandes permanent a été conclue conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique, entre la DAE et les établissements publics de l'État bénéficiaires du présent marché listés en annexe 1 au CCAP.

4. Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Audits des existants et des usages
2	Fourniture, installation, maintenance et supervision des bornes - Plaque 1 : régions Normandie, Bretagne, Hauts-de-France, Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val-de-Loire, Pays-de-la-Loire
3	Fourniture, installation, maintenance et supervision des bornes - Plaque 2 : régions Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine, Corse
4	Fourniture, installation, maintenance et supervision des bornes - Plaque 3 : Ile-de-France

Le présent document est commun aux lots 2, 3 et 4.

5. Forme et étendue de l'accord-cadre

Les lots 2, 3 et 4 de l'accord-cadre sont mono-attributaires.

Les lots 2, 3 et 4 de l'accord-cadre sont exécutés par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 125 541 000,00 € HT sur la durée totale du marché pour l'ensemble des lots 1, 2, 3 et 4. Ce montant maximal correspond au triple du montant estimatif mentionné dans l'avis d'appel à la concurrence.

Le lot 2 de l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 37 620 000,00 € HT sur sa durée totale.

Le lot 3 de l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 37 572 000,00 € HT sur sa durée totale.

Le lot 4 de l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 43 749 000,00 € HT sur sa durée totale.

Chaque lot du présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum correspondant au lot aura été atteint, quelle que soit la durée du lot prévue initialement par l'acheteur.

6. Durée de l'accord-cadre

6.1. Cadre général

Les lots 2, 3 et 4 de l'accord-cadre sont conclus pour une durée de 24 mois.

Ces durées s'entendent hors reconduction(s) éventuelle(s).

La durée des lots 2, 3 et 4 de l'accord-cadre court à compter de leur date de notification.

6.2. Reconduction de l'accord-cadre

Les lots 2, 3 et 4 de l'accord-cadre sont reconductibles deux fois par tacite reconduction pour une durée de 12 mois sans que leur durée totale ne puisse excéder 48 mois.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 2 mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

7. Clause de non exclusivité

Les services bénéficiaires conservent la possibilité de recourir à des prestataires externes en dehors de cet accord-cadre afin d'acquérir des solutions de recharges dont les caractéristiques techniques ne correspondent pas à l'installation d'une station de charge telle que prévue dans les pièces de l'accord-cadre. Cela s'applique notamment, mais sans s'y limiter, en cas d'atteinte de la capacité du réseau électrique bâtementaire, ou de contraintes techniques et/ou financières ne permettant pas l'implantation d'une nouvelle infrastructure de recharge correspondant aux modèles référencés dans l'accord-cadre.

8. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations, objets de la consultation, est la France métropolitaine y compris la Corse (hors DROM COM).

9. Documents contractuels

Les pièces constitutives des lots 2, 3 et 4 de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes :
 - le bordereau des prix unitaires (BPU)
 - annexe 1 : relative à l'engagement d'insertion
 - annexe 2 : Questionnaire « cadre de réponse sur la traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement »
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - annexe 1 : liste des bénéficiaires
 - annexe 2 : caractérisation des flottes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
 - annexe : cahier des clauses simplifié de Cybersécurité (CCSC)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

10. Marchés de prestations similaires,

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

11. Modalités d'exécution des prestations

11.2. Représentation des parties

a) Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur ou le service bénéficiaire est chargé du suivi de l'exécution des prestations. L'interlocuteur de l'acheteur est désigné lors de la notification de l'accord-cadre et celui du service bénéficiaire lors de l'émission du bon de commande.

L'acheteur ou le service bénéficiaire notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

b) Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de pilotage de l'accord-cadre et auprès du bénéficiaire pour les besoins liés à l'exécution des prestations.

Par dérogation au CCAG de référence, cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché en ce qui concerne le pilotage des prestations auprès de l'acheteur et à la notification du bon de commande pour les interlocuteurs en lien avec les bénéficiaires.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre ou par le bénéficiaire en cours d'exécution des prestations. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur ou le bénéficiaire de toute modification d'interlocuteur désigné.

11.3. Conditions d'exécution

a) Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le bénéficiaire réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du bénéficiaire. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai 8 jours calendaires à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai le bénéficiaire. Dans les 30 jours suivants cette notification au bénéficiaire le titulaire doit communiquer au bénéficiaire le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si le bénéficiaire ne le récuse pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, le bénéficiaire récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

b) Emission et exécution des bons de commande

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Cette notification est effectuée par mail ou par tout moyen permettant d'accuser une date de réception certaine que lui indiquera le bénéficiaire. Conformément à l'article 3 du CCAG de référence, si le bon de commande est notifié par le biais du profil d'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé. Cette notification est certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation, la notification est présumée dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- les délais d'exécution des prestations
- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre
- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture)
- le code du service en charge du paiement
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au bénéficiaire dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait du bénéficiaire ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le bénéficiaire prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au bénéficiaire les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. Le bénéficiaire dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

c) Pilotage

➤ Pilotage global des prestations entre le titulaire et l'acheteur :

L'acheteur programme autant que de besoin des réunions avec le titulaire ou son représentant. Ces réunions ont lieu majoritairement en visioconférence. En cas de nécessité de programmer une réunion en présentiel, le titulaire ou son représentant se rendent dans les locaux de l'acheteur. Toute réunion fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire et transmis à l'acheteur dans un délai de 7 jours calendaires. Toutes les transmissions se feront par voie dématérialisée sauf précisions contraires. Le coût des réunions est inclus dans le prix du marché.

➤ **Réunion de démarrage :**

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation. Cette réunion intervient dans les 15 jours suivant la notification.

L'objectif de cette réunion est d'appréhender les aspects commerciaux et techniques de l'exécution de l'accord-cadre.

➤ **Réunion d'avancement et suivi de l'avancement des prestations**

En tant que de besoin, et trimestriellement a minima, une réunion d'avancement permettra d'assurer un suivi au plus près de l'état des prestations, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée. Cette réunion abordera, notamment, les points suivants (liste non exhaustive) :

- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives ;
- points techniques ouverts ;
- bilan des actions non closes ;
- la liste des bons de commande émis avec leur objet et leur montant ;
- le respect des délais inscrit dans les bons de commande ;
- le suivi d'exécution financière

➤ **Pilotage des prestations entre le titulaire et les bénéficiaires :**

Le bénéficiaire programme autant que de besoin des réunions avec le titulaire ou son représentant. Ces réunions ont lieu majoritairement en visioconférence. En cas de nécessité de programmer une réunion en présentiel, le titulaire ou son représentant se rendent dans les locaux du bénéficiaire. Toute réunion fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire et transmis au bénéficiaire dans un délai de 7 jours calendaires. Toutes les transmissions se feront par voie dématérialisée sauf précisions contraires. Le coût des réunions est inclus dans le prix du marché.

➤ **Réunion de démarrage :**

En cas de besoin, les bénéficiaires pourront réaliser une réunion de démarrage complémentaire avec le titulaire.

➤ **Réunion de suivi d'exécution avec les bénéficiaires :**

Le titulaire ou son représentant assurera, sur demande des bénéficiaires, des réunions de suivi des prestations dont la fréquence sera déterminée d'un commun accord entre le titulaire et le bénéficiaire.

d) Relations Fournisseurs

Un encadrement des relations contractuelles par la charte de déontologie

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du présent contrat, les relations contractuelles se font dans le respect des dispositions de la charte de déontologie de la Direction des achats de l'Etat.

Celle-ci constitue le cadre de référence pour tous les agents, tant contractuels que fonctionnaires, dans ses activités.

Le titulaire est invité à en prendre connaissance à l'adresse suivante : [La Charte Relations fournisseurs et achats responsables | economie.gouv.fr](https://economie.gouv.fr/achats-responsables)

L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR : la direction des achats de l'Etat est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

À ce titre, la Direction des achats de l'Etat souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer la Direction des achats de l'Etat de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle peut saisir :

- Le médiateur « Relations fournisseurs-achats responsables » de la direction des achats de l'Etat (ci-après : « médiateur RFAR ») ;
- Ou le médiateur des entreprises, dans les conditions prévues aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du code de la commande publique ;
- Ou tout autre tiers désigné conformément à l'article L2197-1 du Code de la commande publique

Le médiateur RFAR de la DAE a pour mission de faciliter et de promouvoir le dialogue entre l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre interministériel et les titulaires. En cas de différend, il propose, dans une posture de tiers neutre, un processus consensuel visant à rétablir la communication entre les parties et restaurer la confiance.

Si une partie décide de recourir au médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, préalablement à toute saisine, elle s'assure cumulativement que :

- ses interlocuteurs habituels, au sein de l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre ou de l'entreprise selon le cas, ont été informés du différend, sans qu'une solution ait pu être apportée ;
- le différend a fait l'objet d'une saisine de la direction des achats de l'Etat (équipe en charge du support contractuel interministériel), ou que tous les moyens ont été mis en œuvre pour effectuer une telle escalade.

Dans ce cas, elle lui adresse par courriel à mediateur.dae@finances.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro de SIREN, l'objet de sa sollicitation (comportant obligatoirement l'objet et le numéro d'identification du marché concerné ainsi qu'une synthèse du différend opposant les parties), le référent au sein du service concerné de l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre (nom, coordonnées mail et téléphoniques), le référent au sein de l'entreprise pouvant être contacté avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Les échanges écrits entre les deux parties portant sur ledit différend seront également joints, de manière exhaustive, à cette saisine.

Le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat se prononce sur l'éligibilité de la demande et en informe en retour la partie demanderesse dans un délai maximum de 8 jours ouvrés. Dès lors que la demande est estimée éligible, le médiateur RFAR sollicite l'avis de l'autre partie quant à l'entrée en médiation.

Une fois la médiation acceptée par cette dernière, le médiateur adresse un message sécurisé aux deux parties les informant de l'acceptation réciproque de la médiation et de la date de la première réunion de médiation. La date de cette réunion constitue l'entrée en médiation.

Les délais de recours contentieux sont alors interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

Sous réserve des exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, déclare par message sécurisé à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée. Les délais de prescription recommencent à courir pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois.

Le recours aux services du médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat est entièrement gratuit.

e) Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

En application de l'obligation d'acquisition de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire s'engage à fournir les produits, objets de l'accord-cadre, dans le respect des proportions indiquées par l'acheteur dans le CCTP.

f) Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire :

- La coordination et le pilotage des prestations y compris gestion de la relation avec les services bénéficiaires, de la relation avec les différents intervenants (prestataires de service, co-traitant ou sous-traitant).

11.4. Obligation du titulaire

a) Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir semestriellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les

actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

Les parties détaillent dans le plan de progrès :

- les objectifs ;
- les indicateurs de mesure ;
- les actions à la charge du titulaire ;
- les actions à la charge de l'acheteur ;
- les actions à la charge du bénéficiaire ;
- les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;
- les modalités de partage des éventuels gains financiers ou autres que financiers).

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

b) Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

c) Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

11.5. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

11.6. Considérations sociales

11.6.1. Clause sociale d'insertion par l'activité économique

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

Cette clause est applicable aux lots n°2, 3 et 4 du présent accord-cadre. En cas de sous-traitance, le titulaire peut faire respecter cette obligation, le cas échéant, par son ou ses sous -traitants dans le cadre de l'exécution du présent marché

Les publics éligibles

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) en recherche d'emploi ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212-13 du Code du travail, orientés en milieu ordinaire ;
- les bénéficiaires d'allocations : allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation adulte handicapé (AAH), allocation de veuvage (AV) ; allocation transitoire de solidarité (ATS)
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les jeunes entre 16 et 25 ans de niveau infra 5 soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail : entreprises d'insertion (EI), entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), association intermédiaire (AI), atelier et chantier d'insertion (ACI) ;
- Demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans)
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée
- les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements publics d'insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- les personnes placées sous-main de justice et employées au sein des Services de l'emploi pénitentiaire et des Régies industrielles des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ;
- d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des Missions locales, des Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ou de Cap emploi. Lorsqu'un bénéficiaire n'est pas suivi par l'un des organismes mentionnés, son éligibilité peut être validée par le facilitateur à la demande de l'acheteur.

L'objectif d'insertion

Le volume horaire d'insertion suivant est réservé aux personnes relevant des publics éligibles :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser <u>sur la durée de l'accord-cadre</u>
Lot 2 : Plaque 1 Nord Fourniture, installation, maintenance et supervision d'IRVE	5 (cinq) heures par tranche de 10 000 (dix mille) € HT
Lot 3 : Plaque Sud Fourniture, installation, maintenance et supervision d'IRVE	5 (cinq) heures par tranche de 10 000 (dix mille) € HT
Lot 4 : Plaque Ile-de-France Fourniture, installation, maintenance et supervision d'IRVE	5 (cinq) heures par tranche de 10 000 (dix mille) € HT

L'action d'insertion est ainsi définie selon le mode opératoire suivant : le montant total minimum à atteindre par le titulaire pour chaque lot est de 200 000 € HT. En deçà de ce montant, l'obligation de réalisation des heures d'insertion ne s'applique pas au titulaire.

Toute tranche de 10 000 € HT au-delà du seuil des 200 000€ HT entraîne l'exécution de 5 heures d'insertion supplémentaire.

Globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, le titulaire peut solliciter auprès de l'acheteur la globalisation des heures d'insertion afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre au titulaire d'affecter la ou les personnes recruté(es) dans le cadre de l'exécution des clauses d'insertion par l'activité économique à la réalisation de prestations prévues par les différents marchés. La demande est recevable si elle est favorable au parcours du salarié en insertion et après accord de l'acheteur. En tout état de cause, le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés ; les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés et à due proportion.

Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement. Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Clément COQUERY

Responsable de projets clauses sociales et relation entreprises

clement.coquery@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;

- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande de l'acheteur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés à l'acheteur (sylvie.morello@finances.gouv.fr) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 11.14 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer l'acheteur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

11.6.2. Traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement

Principes généraux

L'Acheteur invite le Titulaire à la plus grande transparence en matière de traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement mobilisées pour la fourniture des bornes de recharge du présent accord-cadre.

Cette préoccupation de l'acheteur est fondée sur les principaux textes suivants :

- l'article 6 des CCAG ;
- l'article L2112-3 .du code de la commande publique ;
- les huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail sur les droits de l'Homme au travail ;
- la loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre (pour les catégories de titulaires ciblées par la loi) ;
- les principes directeurs des Nations unies « Droits de l'Homme et entreprises » ;
- les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationale (pour les catégories de Titulaires concernées) ;

En particulier, et en application de l'article 6 du CCAG-FCS, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le Titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le Titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations énoncées au présent article leurs sont applicables. Le titulaire reste responsable du respect de ces obligations.

Obligations du Titulaire

Le Titulaire transmet à l'acheteur les informations et documents décrits ci-dessous, selon qu'il est ou non soumis à la loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

Fréquence de transmission	Délai de transmission	Information ou document à fournir
Titulaire soumis à la loi sur le devoir de vigilance		
En début de marché	Six (06) mois après notification de l'accord-cadre	Plan de vigilance sous format dématérialisé ou lien internet accessible pour télécharger ce plan
		Plan rédigé en langue française
		Cartographie des risques sur les familles de produits ciblées dans le plan de vigilance. La cartographie prévoit, outre l'identification des risques, les mesures d'évaluation et les mesures de prévention engagées ou prévues par l'entreprise
Annuellement – En début d'année civile	Au plus tard le 1 ^{er} mars	Plan de suivi sur l'année N-1
Titulaire non soumis à la loi sur le devoir de vigilance		
En début de marché	Dans les six (06) mois après notification de l'accord-cadre	Descriptif (plan d'action) des actions engagées et/ou prévues afin de prévenir et de maîtriser les risques de violation des droits de l'Homme dans les chaînes d'approvisionnement mobilisées dans le cadre du marché
Annuellement – à date anniversaire de l'accord-cadre	Au plus tard un (01) mois calendaire après la date anniversaire	Rapport sur la mise en œuvre du plan d'action

Dans tous les cas, les engagements du Titulaire sont attestés par le renseignement du questionnaire « Cadre de réponse sur la traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement » (annexe 2 à l'acte d'engagement). Les informations consignées dans ce questionnaire seront suivies durant l'exécution du marché et le titulaire est tenu d'indiquer les outils adoptés et les principes endossés en matière de conduite responsable de ses activités. Il peut également décrire toute autre démarche mise en œuvre : code de conduite, charte éthique, questionnaire fournisseurs, etc.

Suivi de l'exécution

Tout au long de l'exécution du marché et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'information telles que précisé dans la clause (notamment la nature des documents à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise ;
- s'engage sans réserve à mettre en œuvre les actions d'amélioration qu'il a identifiées avec l'Acheteur ;
- fait part à l'Acheteur de toute difficulté rencontrée pour la bonne exécution de la clause ; à défaut, les pénalités prévues aux articles 11.14 du CCAP seront appliquées.

11.7. Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L2112-2 du code de la commande publique en prévoyant des conditions d'exécution à caractère environnemental.

➤ **Emballage des bornes de recharge :**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire veille à poursuivre les objectifs :

- fixés par la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire en matière de réduction, de réemploi et de recyclage des emballages (au travers de ses articles 7, 67 et 77 portant notamment modification du code de l'environnement à ses articles L 541-1, L.541-10-17, L.541-15-10) ;
- et par extension, de la stratégie nationale pour la réduction, la réutilisation, le réemploi et le recyclage des emballages en plastique à usage unique adoptée le 14 avril 2022 (décret 2022-549).

A cet effet, le titulaire doit :

- Réduire les emballages, en supprimant notamment les emballages inutiles ;
- Favoriser le réemploi des emballages ;
- Privilégier les emballages dont la filière de recyclage est effective ;
- Réaliser sur son site et dans le cadre des prestations une collecte et un tri de ses emballages.

Pour cela, le titulaire doit notamment :

- Optimiser les volumes et le poids des emballages secondaires et tertiaires pour réduire les prélèvements à la source et les surfaces de stockage ;
- Réduire l'utilisation d'emballages primaires et utiliser des alternatives aux emballages individuels ;

- Utiliser des matériaux recyclés ou recyclables pour les emballages, en utilisant du carton contenant au moins 70% de matières recyclées et en excluant le PVC ;
- Proposer des alternatives aux blisters plastique ;
- Préférer les emballages facilement recyclables tels que le papier froissé ou carton ondulé / crêpé / cannelé, plutôt que les emballages plastique difficilement recyclables ;
- Eviter les chips de calage en polystyrène et les alternatives biodégradables qui ne le sont que dans des conditions particulières ;
- Concevoir l'emballage pour éviter toute détérioration en cours de transport ou de manutention et tout risque d'ouverture accidentelle du colis ou d'altération de son contenu.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

➤ **Déplacements sur les sites des bénéficiaires**

• **Qualité environnementale des véhicules routiers utilisés pour la réalisation des prestations de maintenance**

Le présent article s'applique aux véhicules mobilisés dans le cadre de l'exécution des prestations de maintenance que la prestation soit réalisée en flotte propre ou externalisée.

La flotte routière de véhicules utilitaires légers utilisée pour l'exécution de la maintenance répond à *minima* à la norme d'émissions de polluants atmosphériques Euro 5 ou équivalent. Le titulaire démontre le respect de cette exigence en vue du contrôle de sa mise en œuvre en adressant à l'acheteur annuellement à la date anniversaire de la notification du marché, sous format électronique, en accès libre et facilement exploitable, un tableau synthétique sur le modèle figurant en annexe 2 au présent CCAP « Caractérisation des flottes de véhicules utilisés dans le cadre de l'exécution du marché ». Il fournit à la demande de l'acheteur, tout document permettant d'attester de ces caractéristiques (ex. certificat de conformité du véhicule, certificat d'immatriculation).

• **Organisation logistique et sursis d'intervention**

Dans le but de limiter l'impact environnemental des prestations, le titulaire :

- analyse systématiquement la possibilité de regrouper les prestations de plusieurs bénéficiaires situés dans un même périmètre géographique ;
- tient compte de la réglementation en vigueur relative à la circulation dans les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) et/ou couvertes par des plans de protection de l'atmosphère (PPA) afin d'identifier les jours et horaires de circulation autorisés d'une part, et les moins soumis à congestion d'autre part, ainsi que les types de véhicules autorisés ; il se conforme à toute évolution de la législation de même nature sur la protection de l'environnement, qui pourrait survenir au cours de l'exécution du marché ;

- soumet à l'accord du service bénéficiaire une proposition de reprogrammation de la date d'intervention si pertinente. Cette reprogrammation peut déroger aux délais d'intervention inscrits au présent CCAP, en cas de validation expresse du bénéficiaire concerné, et suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

➤ **Gestion des déchets**

Les déchets résiduels générés par les prestations objet du présent marché (chutes de produits et matériaux de construction résultant de l'intervention du ou des titulaires, déchets d'équipements électriques et électroniques, déchets d'emballage de produits mis en œuvre) sont sous la responsabilité du ou des titulaires qui sont tenus de les enlever ou les faire enlever des sites des services bénéficiaires. En particulier et sauf demande contraire dûment exprimée par le bénéficiaire, le titulaire laisse les sites bénéficiaires libres de tout déchet pour l'exécution des prestations du présent marché.

Chaque titulaire assure le tri et le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes de traitement visé à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Le titulaire applique les modalités de traitement des déchets qu'il décrit dans le Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier (SOGED) au moment de la préparation de chantier pour remise au Maître d'Ouvrage. Notamment, il y détaille avec précision :

- Les actions prévues en matière de prévention des déchets ;
- Les méthodes de tri qui sont mises en œuvre (dont le lieu de stockage des déchets) ;
- Les installations de traitement vers lesquelles sont dirigés les déchets en fonction de leur nature (installations dédiées à la réutilisation, à la valorisation matière, à la valorisation énergétique, à l'incinération ou encore à l'élimination) ;
- Les modalités d'évacuation des déchets ;
- Les moyens de contrôle et de traçabilité des déchets (y compris pour les déchets amiantés)

Tenant compte de la préoccupation environnementale exprimée par l'acheteur, les titulaires veillent au respect des consignes de tri des déchets définies par l'Organisme Coordinateur Associé (OCA) Bâtiment, en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées.

Chaque titulaire établit le bordereau de suivi des déchets (BSD) dès l'enlèvement de ceux-ci. Le BSD doit notamment indiquer la typologie de déchets, les tonnages collectés, les modes de traitement appliqués et les lieux de traitement.

L'attestation d'élimination des déchets est transmise par le titulaire au bénéficiaire au plus tard avec le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

➤ **Communication du BEGES**

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de 3 mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard 30 jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

11.8. Traitement de données à caractère personnel

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification de l'accord-cadre, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent accord-cadre s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivante (s) :

- Installation des IRVE
- Maintenance préventive
- Maintenance corrective
- Mise en place d'une solution de supervision

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent accord-cadre.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes :

- L'accès aux coordonnées des agents des services bénéficiaires utilisant les prestations d'IRVE

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes :

- Nom, prénom, poste occupé, adresse e-mail professionnelle, numéro de téléphone professionnel

Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes :

- Les agents publics

Données sensibles

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de

manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Mise en œuvre du traitement

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant [à compléter : en annexe ou dans les documents particuliers du présent accord-cadre]. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information.

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;

- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de (à compléter, ex : 24 heures) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant (à compléter). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de (à compléter) heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

Délégué à la protection des données

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des me

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

11.9. Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

11.10. Clause de réexamen

En cas d'évolutions technologiques, réglementaires, ou d'évolutions des bonnes pratiques et recommandations en matière de mobilités intervenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, et susceptibles d'avoir une incidence sur les prestations proposées par le titulaire, ou rendant nécessaire l'ajout de nouvelles prestations. Le titulaire propose à l'acheteur de nouvelles prestations qui, tout en répondant aux besoins définis par le présent accord-cadre, atteignent les nouveaux niveaux de performance résultant des évolutions technologiques et/ou réglementaires intervenues ou à intervenir ou permettent de les atteindre dans le cadre de l'exécution du marché. Les modifications proposées sur le fondement du présent alinéa donnent lieu à la conclusion d'un avenant, tenant compte de leurs éventuelles conséquences financières sur l'exécution de l'accord-cadre (ajout d'une unité d'œuvre spécifique ou complémentaire, nécessaire à la réalisation des nouvelles prestations).

11.11. Valorisation des ordres de service

Par dérogation au CCAG de référence, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

11.12. Constatation de l'exécution des prestations – opérations de contrôle, vérification et admission des prestations

Les opérations de vérification sont réalisées par le Bénéficiaire.

Par dérogation au CCAG-FCS, les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives auront lieu avant toute réception ou admission des fournitures.

Les modalités de vérifications sont définies aux articles 3.5 et 3.6 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces modalités concernent les prestations d'installation et de mise en service des IRVE.

11.13. Garantie

Garantie de parfait achèvement

Par dérogation au CCAG-FCS, il est fait application d'une garantie de parfait achèvement fixé à 12 mois.

Pendant le délai de garantie le titulaire est tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le bénéficiaire, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché ;

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le bénéficiaire ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b et c ci-dessus ne sont à la charge du titulaire que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières éventuellement prévues par les documents particuliers du marché.

Garantie de bon fonctionnement

Par dérogation au CCAG-FCS, il est fait application d'une garantie de bon fonctionnement fixé à deux ans à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en service.

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de « huit » (8) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le bénéficiaire pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

11.14. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

a) Pénalités de retard

Principe du contradictoire Lorsque le bénéficiaire envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le bénéficiaire considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les délais contractuels pris en compte pour le calcul des pénalités de retard sont ceux figurant aux articles pertinents du CCTP mentionnés dans le tableau ci-dessous, ou à défaut, ceux définis dans le calendrier prévisionnel mentionné à l'article 3.1.1 du CCTP et repris dans le bon de commande émis par le bénéficiaire.

Objet	Pénalité	Appliquée par
Visite de site (article 3.1 du CCTP)		
Pour non-respect du délai de réalisation de la visite du site du bénéficiaire une pénalité de 30 € par jour de retard sera appliquée.	30 €/ jour de retard	Le bénéficiaire
Etudes préalables à l'installation des IRVE (article 3.2 du CCTP)		
	50 € / jour de retard	Le bénéficiaire
Travaux d'installation et levée des réserves (article 3.3 à 3.6 du CCTP)		
Pour non-respect du délai de réalisation des travaux d'installation inscrit dans le bon de commande	200€/jour de retard	Le bénéficiaire
Si le titulaire ne lève pas les réserves dans le délai inscrit dans le PV de réception des travaux :	200€ / jour de retard	Le bénéficiaire

Maintenance préventive (article 4.2 du CCTP)		
Pour non-respect du calendrier prévisionnel des interventions de maintenance préventive annuelle transmis au bénéficiaire	50 €/jour de retard	Le bénéficiaire
Maintenance corrective (article 4.3 à 4.5 du CCTP)		
Pour non-respect des délais d'intervention	15€ /heure de retard et par borne à compter de la demande d'intervention	Le bénéficiaire
Pour non-respect des délais de rétablissement	15€ /heure de retard à compter de la transmission du rapport d'intervention	Le bénéficiaire
Pour non-respect des délais de transmission du rapport d'intervention	5€ par heure de retard constatée par le service bénéficiaire	Le bénéficiaire
Supervision (article 5.4.1 du CCTP)		
Pour non-respect des délais de paramétrage et d'envoi d'une carte ou badge RFID supplémentaire	20€ /jour de retard	Le bénéficiaire
Réversibilité (article 9 du CCTP)		
Pour non-respect des délais concernant la réversibilité	100€ / jour de retard	Le bénéficiaire

Par dérogation au CCAG de référence, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

b) Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les pénalités liées à l'exécution des prestations sont applicables, par le bénéficiaire, sans mise en demeure préalable.

Objet	Pénalité	Appliquée par
Mise en service des IRVE (article 3.5 du CCTP)		
Pour non remise du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	2 000€	Le bénéficiaire
Absence du titulaire (article 4 du CCTP)		
Pour toute absence aux réceptions de prestations, opérations de maintenance préventive et corrective, réunions diligentées par le bénéficiaire	100€ par absence constatée sans qu'il soit réalisé de mise en demeure préalable	Le bénéficiaire

Evacuation du chantier (article 3.6.2 du CCTP)		
Pour non-respect des dispositions concernant la partie relative à l'évacuation du chantier, décrite à l'article 3.6.2 du CCTP	1 000€	Le bénéficiaire
Versement des recettes liées à la facturation des recharges pour les agents et/ou utilisateurs extérieurs à l'administration (article 12.5 du présent CCAP)		
Pour non-versement de la recette mensuelle dû par le titulaire au bénéficiaire	500 €	Le bénéficiaire

c) Pénalités liées aux considérations sociales

Objet	Pénalité	Appliquée par
Pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique (article 11.6 du présent CCAP)		
En cas de non-transmission du questionnaire renseigné « cadre de réponse de la traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement » dans un délai de un (1) mois après notification de l'accord-cadre	25€ HT /jour de retard	L'acheteur
En cas de non-transmission de la documentation (plan de vigilance et rapport de suivi du plan, documentation sur les autres démarches engagées) dans un délai de six (6) mois après émission du bon de commande puis annuellement à la date anniversaire	25€ HT /jour de retard	L'acheteur
En cas d'absence aux réunions de suivi prévues au marché	200€ HT /jour d'absence	L'acheteur

d) Pénalités liées aux considérations environnementales

Objet	Pénalité	Appliquée par
Emballage des bornes de recharge		
En cas de manquement aux dispositions environnementales prévues à l'article 11.7 du présent CCAP – emballage des bornes de recharge	100€ HT /borne et par document à compter de la notification de la demande par le bénéficiaire	Le bénéficiaire
Gestion des déchets		

En cas de manquement aux dispositions environnementales prévues à l'article 11.7 du présent CCAP – gestion des déchets, en cas de défaut de transmission des documents exigés	200€ /jour de retard et par document	Le bénéficiaire
---	--------------------------------------	-----------------

e) Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

Objet	Pénalité	Appliquée par
En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document (article 11.8 du présent CCAP)		
En cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel	50€ HT /heure de retard	L'acheteur

f) Pénalités liées à la Sécurité des systèmes de sécurité informatique – Audit SSI

Objet	Pénalité	Appliquée par
Pour non-respect du planning de remédiation des vulnérabilités découvertes lors de l'audit (article 8.3 du CCTP)	150€ HT /jour de retard	L'acheteur

g) Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre

Objet	Pénalité	Appliquée par
En cas de retard dans la communication de l'état trimestriel de consommation (le cas échéant, tous bénéficiaires confondus) du présent-accord cadre (article 12.6 du présent CCAP)	100€ HT /jour de retard	L'acheteur
En cas de manquement du titulaire à son obligation de prévenir l'acheteur lorsque les consommations atteignent 70 % de la valeur maximale indiquées par l'acheteur dans les documents de la consultation (article 12.6 du présent CCAP)	5 000€ dès le constat de cette omission	L'acheteur

Les pénalités relevant de l'acheteur font l'objet d'un titre de perception émis par le comptable.

12. Régime financier

12.2. Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-FCS (article 37.2.1 et suivants du CCAG-FCS)
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS

12.3. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix des prestations font l'objet d'une variation de prix par application des formules présentés ci-dessous :

- **Volet 1 - partie 1 – études et partie 2 formation des personnels – lignes n° 1.1 à 2.2 du BPU :**

$$P1 = Po (S1 / So)$$

Dans laquelle :

P1 = prix révisé

Po = prix fixé dans l'offre du titulaire

So=valeur de l'indice SYNTEC en vigueur au mois d'établissement des prix

S1 = valeur du dernier indice SYNTEC connu au 1er jour du mois précédant la date de révision

➤ **Volet 1 - partie 3 – fourniture des bornes – lignes n°3.1 à 3.25 du BPU :**

$$P = P_o \times (In-IPP / In-IPPo)$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

Po : prix du mois Mo

In-IPP : valeur de l'indice/index CPF 27.33 - Identifiant 010763931 connu au moment de la révision des prix

In-IPPo : valeur de l'indice/index CPF 27.33 - Identifiant 010763931 en vigueur au mois d'établissement des prix

➤ **Volet 1 - partie 4 – installation – lignes n°4.1 à 3.308 du BPU :**

$$P = P_o \times (In-BT / In-BTo)$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

Po : prix du mois Mo

In-BT : valeur de l'indice/index BT47 - Identifiant 001710979 connu au moment de la révision des prix

In-BTo : valeur de l'indice/index BT47 - Identifiant 001710979 en vigueur au mois d'établissement des prix

➤ **Volet 2 - partie 1 – maintenance – lignes n°1.1 à 1.26 du BPU :**

$$P = P_o \times (ICHT-IME / ICHT-IMEo)$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

Po : prix du mois Mo

ICHT-IME = valeur de l'indice 001565183 de l'INSEE du « coût horaire du travail, tous salariés des industries mécaniques et électriques » (NAF 25-30 32-33), dernière valeur connue publiée à date anniversaire de notification de l'accord-cadre

ICHT-IMEo = valeur de l'indice en vigueur au mois d'établissement des prix

➤ **Volet 2 – partie 2 – supervision – lignes n°2.1 à 2.16 du BPU :**

$$P = Po \times ((60\% \text{ ICHT-IME} / \text{ICHT-IMEo}) + (40\% \text{ BtoE/BtoEo}))$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

Po : prix du mois Mo

ICHT-IME = valeur de l'indice 001565183 de l'INSEE du « coût horaire du travail, tous salariés des industries mécaniques et électriques » (NAF 25-30 32-33), dernière valeur connue publiée à date anniversaire de notification de l'accord-cadre

ICHT-IMEo = valeur de l'indice en vigueur au mois d'établissement des prix

BtoE : valeur de l'indice/ CPF 62.01 – Identifiant 010766323 connu au moment de la révision des prix

BtoEo : valeur de l'indice/CPF 62.01 - Identifiant 010766323 en vigueur au mois d'établissement des prix

Périodicité de révision des prix :

Les prix sont révisables annuellement, à la date d'anniversaire de notification de l'accord cadre selon les modalités décrite ci-dessus. Les révisions de prix seront ainsi calculées et appliquées à l'ensemble des prix du bordereau des prix unitaires pour les bons de commande à venir. Les bons de commandes émis avant la validation des éléments de calcul par l'acheteur ne sont pas concernés par la révision.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire. Le titulaire transmet à l'acheteur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, au moins un mois avant la date anniversaire de notification de l'accord cadre les éléments de révision. En l'absence de réception de propositions sur la révision des prix un mois avant la date anniversaire, ceux-ci sont maintenus pour un an jusqu'à la date

anniversaire suivante. Le titulaire fera suivre les nouveaux BPU impérativement sous format Excel à l'acheteur.

L'acheteur dispose de 15 jours calendaires après réception pour en vérifier et valider les éléments de calcul.

12.4. Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

12.5. Modalités financières

a) Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est mensuelle.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

b) Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande. Cette demande doit être effectuée auprès du bénéficiaire qui a émis le bon de commande concerné par le certificat de cessibilité.

Les comptables assignataires compétents sont :

- o les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux

- o les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :

- arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ;
- arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense

o Les comptables assignataires compétents pour les services de la Direction générale de l'Aviation Civile sont visés par la décision du 28 décembre 2022 portant organisation de l'agence comptable du budget annexe «contrôle et exploitation aériens» publiée dans le bulletin officiel du ministère de la transition écologique (MTE) (Notice Décision du 28 décembre 2022 portant organisation de l'agence comptable du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens ». (developpement-durable.gouv.fr)o Pour l'Agence de Gestion de l'Immobilier de l'Etat (AGILE), en tant que mandataire d'un ou plusieurs services de l'Etat ou autre organisme eux-mêmes bénéficiaires du présent accord-cadre : le comptable de l'agence (courriel : comptabilite@agile.immo.fr)

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

c) Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics ou 50 jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

d) Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par le bénéficiaire

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique),
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries la date effective d'exécution des services,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée,
- le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique),
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme

par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

e) Modalités de détermination du montant de la recette mensuelle

Cette recette correspond à l'ensemble des sommes facturées par le titulaire via l'outil de supervision dans le cadre des recharges effectuées par les agents et/ou utilisateurs extérieurs à l'administration, auquel est soustrait le pourcentage de commission appliqué par le titulaire conformément au taux renseigné dans son cadre de réponse technique.

Le coût de la recharge est calculé sur la base d'une grille tarifaire déterminée par le bénéficiaire, conformément à l'article 5.2.1 du CCTP.

En fin de mois, le titulaire calcul le montant définitif de la recette, et transmet au bénéficiaire un courrier faisant état de ce montant même en cas de montant nul, et joint un tableau de reporting extrait de l'outil de supervision état de l'ensemble des transactions facturées.

f) Modalités de versement de la recette mensuelle

Le titulaire procède au versement spontané (recette au comptant) de la recette sur le RIB du comptable communiqué par le bénéficiaire à l'occasion de la transmission du bon de commande.

L'objet de ce versement est normé comme suit : _BORNES ministère/service/mois

En cas d'absence de versement, le bénéficiaire se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 11.14.

12.6. Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état trimestriel de la consommation. Cet état de la consommation est fourni à l'acheteur 15 jours avant la réunion d'avancement et suivi de l'avancement des prestations
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 70 % de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

12.7. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

13. Dispositions diverses

13.2. Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

13.3. Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

13.2. Sous-traitance

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Ce formulaire est adressé par le titulaire à l'acheteur, ou par dérogation au bénéficiaire, agissant alors pour le compte de l'acheteur, si la sous-traitance concerne spécifiquement l'exécution d'un bon de commande donné.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, ou par dérogation du bénéficiaire, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le pourcentage maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur ou par dérogation le bénéficiaire doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur ou par dérogation le bénéficiaire est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur ou par dérogation au bénéficiaire lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur ou par dérogation par le bénéficiaire.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément par l'acheteur ou par dérogation par le bénéficiaire, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur ou par dérogation au bénéficiaire (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur ou par dérogation le bénéficiaire, doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur ou par dérogation du bénéficiaire gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

13.3. Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

13.4. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.5. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire *sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante* : <https://www.e-attestations.com/>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSi " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

13.6. Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants : manquement grave et répété à l'engagement d'insertion si le marché public présente une clause sociale, non-respect du RGPD.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes de l'accord-cadre indiqué à l'avis d'appel à la concurrence, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

13.7. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

13.8. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. [A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative du bénéficiaire

Si le bénéficiaire décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le bénéficiaire précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

Le bénéficiaire ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse au bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

Le bénéficiaire prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du bénéficiaire qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du lot de l'accord-cadre concerné sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par le bénéficiaire à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse au bénéficiaire un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatives aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10%** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au bénéficiaire par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 46.2 CCAG FCS) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...).

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Echanges dématérialisés »).

13.9. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

13.10. Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

F - 75004 Paris

Tél : +33 1 44 59 44 00

Fax : +33 1 44 59 46 46

Courriel : greffe.taparis@juradm.fr

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

14. Annexes

- Annexe 1 : Liste des bénéficiaires adhérents à l'accord-cadre
- Annexe 2 : Caractérisation des flottes

15. Dérogations au CCAG

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
11.2	3.4	Représentation du titulaire
11.11	23	Ordre de service pour prestations supplémentaires ou modificatives
11.14	14.1.1	Montant des pénalités de retard

11.14	14.1.2	Plafond des pénalités
11.14	14.1.3	Exonération des pénalités

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :